

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2144

[2008/202354]

5 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 14, § 2, 17 et 83;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 44.257/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 avril 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998 modifiant la Directive 90/219/CEE relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés.

Art. 2. Dans l'article 67 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est ajouté un deuxième alinéa formulé comme suit :

"Si la déclaration est relative à une activité visée aux rubriques 73.10.03.01 et 73.19.01.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe IXbis."

Art. 3. L'annexe VII du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

"ANNEXE VII. — Informations relatives aux OGM et aux organismes pathogènes

Lorsque la demande concerne une utilisation confinée d'OGM ou d'organismes pathogènes, celle-ci contient - outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique - les informations suivantes :

I. Informations concernant les utilisations de classe de risque 2, 3 et 4.

1. L'évaluation du risque

L'évaluation du risque d'une utilisation confinée d'OGM ou d'organismes pathogènes est établie conformément aux articles 4 et suivants ainsi qu'à l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés ou pathogènes. L'avis de l'expert technique sur l'évaluation du risque et, le cas échéant, sur les mesures de confinement et les autres mesures de protection qui doivent être prises, est joint au dossier de demande.

2. Un projet de plan d'urgence

Le projet de plan d'urgence est établi conformément à l'article 12 de l'arrêté précité ainsi qu'à son annexe V.

3. L'utilisateur

Le demandeur désigne la ou les personnes pressenties pour exercer la fonction d'utilisateur visée à l'article 13 de l'arrêté précité.

4. Le responsable de la biosécurité

Le demandeur désigne la personne pressentie pour exercer la fonction du responsable de la biosécurité au sein de l'établissement concerné par l'utilisation confinée d'OGM ou d'organismes pathogènes. Sont joints à la demande tous les documents ou informations attestant de la formation et la qualification de la personne pressentie à exercer les missions visées à l'article 14 de l'arrêté précité.

5. Des informations sur les comités ou sous-comités de sécurité biologique

La composition et les missions du comité de biosécurité sont définies par les articles 15 et 16 de l'arrêté précité.

6. Une description de l'objectif de l'utilisation confinée, y compris les résultats escomptés et la nature du travail qui sera entrepris.

7. Les informations concernant les OGM ou les organismes pathogènes faisant l'objet de l'utilisation confinée :

- l'identité et les caractéristiques du ou des organismes récepteurs, donneurs et/ou parentaux utilisés et, le cas échéant, le ou les systèmes hôtes-vecteurs utilisés;

- la ou les sources et la ou les fonctions voulues du ou des matériels génétiques intervenant dans la ou les manipulations;

- l'identité et les caractéristiques du ou des OGM ou des organismes pathogènes;

- les volumes de culture à utiliser. Pour les utilisations de classe de risque 2, l'indication des volumes approximatifs de culture à utiliser est suffisante.

8. Une description des mesures de confinement et des autres mesures de protection à appliquer, y compris des informations sur la gestion des déchets, notamment ceux qui seront produits, leur traitement, leur forme et leur destination finales.

II. Informations complémentaires concernant les utilisations de classe de risque 3 et 4 :

1. une description des parties de l'installation;
2. des informations concernant la prévention des accidents et les plans d'urgence, le cas échéant :
 - les risques spécifiques inhérents au site de l'installation;
 - les mesures préventives appliquées, telles que l'équipement de sécurité, les systèmes d'alarme et les méthodes de confinement;
 - les procédures et les plans pour vérifier l'efficacité permanente des mesures de confinement;
 - une description des informations fournies aux travailleurs."

Art. 4. Une annexe *IXbis*, rédigée comme suit, est ajoutée au même arrêté.

"ANNEXE *IXbis*. — Informations relatives aux OGM

- 1° le nom du responsable de la biosécurité;
- 2° des informations sur la formation et la qualification du responsable de la biosécurité;
- 3° des informations sur les comités ou sous-comités de sécurité biologique;
- 4° une description de la nature du travail qui sera entrepris;
- 5° un résumé de l'évaluation des risques visée à l'article 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 déterminant les conditions sectorielles relatives aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés ou pathogènes. L'avis de l'expert technique sur l'évaluation du risque et, le cas échéant, sur les mesures de confinement et les autres mesures de protection qui doivent être prises, est joint à la déclaration;
- 6° des informations sur la gestion des déchets."

Art. 5. Le présent arrêté n'est pas applicable aux demandes de permis ou aux déclarations introduites avant sa date d'entrée en vigueur et qui, avant cette même date, ont été déclarées complètes et recevables.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juin 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2144

[2008/202354]

5. JUNI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 14, § 2, 17 und 83;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 9. April 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.257/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient Umsetzung des Teils der Richtlinie 98/81/EG des Rates vom 26. Oktober 1998 zur Abänderung der Richtlinie 90/219/EWG über die Anwendung genetisch veränderter Mikroorganismen in geschlossenen Systemen.

Art. 2 - In Artikel 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Wenn die Erklärung eine Tätigkeit betrifft, die in den Rubriken 73.10.03.01 und 73.19.01.01 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird, umfasst sie außer den Auskünften, die in dem in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt werden, die in der Anlage *IXbis* angegeben Informationen."

Art. 3 - Die Anlage VII desselben Erlasses wird durch die folgende Anlage ersetzt.

“ANLAGE VII. — Informationen bezüglich der GVO und der pathogenen Organismen

Wenn der Antrag eine Anwendung von GVO oder von pathogenen Organismen in geschlossenen Systemen betrifft, muss er - neben den im allgemeinen Formular bezüglich der Anträge auf eine Umwelt- oder Globalgenehmigung ersuchten Auskünften - die folgenden Informationen enthalten:

I. Informationen über die Anwendungen der Risikoklassen 2, 3 und 4

1. Die Bewertung des Risikos

Die Bewertung des Risikos einer Anwendung von GVO oder von pathogenen Organismen in geschlossenen Systemen wird gemäß Artikel 4 und den folgenden Artikeln sowie der Anlage III des Erlasses zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen bezüglich der Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen vorgenommen. Das Gutachten des technischen Sachverständigen über die Bewertung des Risikos und gegebenenfalls über die Einschließungsmaßnahmen und die anderen Schutzmaßnahmen, die zu treffen sind, wird der Antragsakte beigefügt.

2. Entwurf eines Notfallplans

Der Entwurf eines Notfallplans wird gemäß Artikel 12 des vorerwähnten Erlasses sowie dessen Anlage V erstellt.

3. Der Anwender

Der Antragsteller bezeichnet die Person(en), die kontaktiert wird bzw. werden, um die in Artikel 13 des vorerwähnten Erlasses erwähnte Funktion des Anwenders auszuüben.

4. Der Verantwortliche für die Biosicherheit

Der Antragsteller bezeichnet die Person, die kontaktiert wird, um die Funktion des Verantwortlichen für die Biosicherheit im von der Anwendung von GVO oder von pathogenen Organismen in geschlossenen Systemen betroffenen Betrieb auszuüben. Alle Unterlagen oder Angaben, die die Fähigkeit der betreffenden Person, die in Artikel 14 des vorerwähnten Erlasses erwähnten Aufgaben auszuüben, bescheinigen, werden dem Antrag beigefügt.

5. Informationen über die Biosicherheitsausschüsse oder -unterausschüsse

Die Zusammensetzung und die Aufgaben des Biosicherheitsausschusses werden durch Artikel 15 und 16 des vorerwähnten Erlasses festgelegt.

6. Eine Beschreibung des Zieles der Anwendung in geschlossenen Systemen, einschließlich der erwarteten Ergebnisse und der Art der durchzuführenden Arbeit.

7. Die Informationen bezüglich der GVO und der pathogenen Organismen, die Gegenstand der Anwendung in geschlossenen Systemen sind:

- die Identität und die Merkmale des oder der verwendeten Empfänger-/Spender- und/oder Ausgangsorganismus(en) oder gegebenenfalls die verwendeten Wirts-Vektor-Systeme;

- die Herkunft(en) und die beabsichtigte(n) Funktion(en) des genetischen Materials, das für die Veränderung(en) in Frage kommt;

- die Identität und die Merkmale des (der) GVM oder der pathogenen Organismen;

- die zu verwendeten Kulturvolumina. Für die Verwendungen der Risikoklasse 2 genügt die Angabe der zu verwendeten ungefähren Kulturvolumina.

8. Beschreibung der anzuwendenden Einschließungs- und anderen Schutzmaßnahmen, sowie Informationen über die Abfallentsorgung, einschließlich der anfallenden Abfälle, deren Behandlung, endgültige Form und Bestimmung.

II. Zusätzliche Informationen bezüglich der Anwendungen der Risikoklassen 3 und 4:

1. eine Beschreibung der Teile der Anlage;

2. Informationen über die Unfallverhütung und die Notfallpläne, ggf.:

- die mit dem Standort der Anlage verbundenen spezifischen Risiken;

- die angewandten Vermeidungsmaßnahmen, wie die Sicherheitsausrüstung, die Alarmsysteme und die Einschließungsmaßnahmen;

- die Verfahren und die Pläne, um die ständige Wirksamkeit der Erschließungsmaßnahmen zu überprüfen;

- eine Beschreibung der den Arbeitern erteilten Informationen.”

Art. 4 - Eine Anlage IXbis mit folgendem Wortlaut wird in demselben Erlass hinzugefügt.

"ANLAGE IXbis — Informationen über die GVO

1° Name des für die Biosicherheit Verantwortlichen;

2° Informationen über die Ausbildung und die Qualifikation des Verantwortlichen für die Biosicherheit;

3° Informationen über die Biosicherheitsausschüsse oder -unterausschüsse;

4° eine Beschreibung der Art der durchzuführenden Arbeit;

5° eine Zusammenfassung der Bewertung, die in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Anwendung genetisch veränderter oder pathogener Organismen in geschlossenen Systemen erwähnt ist. Das Gutachten des technischen Sachverständigen über die Bewertung des Risikos und, gegebenenfalls, über die Einschließungsmaßnahmen und die anderen Schutzmaßnahmen, die zu treffen sind, wird der Erklärung beigefügt.

6° Informationen über die Abfallbewirtschaftung."

Art. 5 - Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf die Genehmigungsanträge oder Erklärungen, die vor seinem Inkrafttreten eingereicht werden, und die vor diesem selben Jahr als unvollständig und unzulässig erklärt worden sind.

Art. 6 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juni 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2144

[2008/202354]

5 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 14, § 2, 17 en 83;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 44.257/4 van de Raad van State, gegeven op 9 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 98/81/EG van de Raad van 26 oktober 1998 tot wijziging van Richtlijn 90/219/EEG inzake het ingeperkt gebruik van genetisch gemodificeerde micro-organismen wordt gedeeltelijk bij dit besluit omgezet.

Art. 2. Artikel 67 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Indien de verklaring betrekking heeft op een activiteit bedoeld in de rubrieken 73.10.03.01 en 73.19.01.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage IXbis."

Art 3. In hetzelfde besluit wordt bijlage VII vervangen door de volgende bijlage :

"BIJLAGE VII. — Gegevens over de GGO's en pathogene organismen

Indien de aanvraag betrekking heeft op het ingeperkte gebruik van GGO's of pathogene organismen, bevat ze - naast de gegevens van het algemeen aanvraagformulier voor milieuvergunningen en eenmalige vergunningen - de volgende informatie :

I. Informatie betreffende het gebruik van de risicoklassen 2, 3 en 4.

1. Risicobeoordeling

Het risico van het ingeperkte gebruik van GGO's of pathogene organismen wordt geschat overeenkomstig de artikelen 4 en volgende en overeenkomstig bijlage III bij het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde of pathogene organismen. Het advies van de technische deskundige over de risicobeoordeling en, in voorkomend geval, over de inperkingsmaatregelen en andere beschermingsmaatregelen die genomen moeten worden, wordt bij het aanvraagdossier gevoegd.

2. Ontwerp van rampenplan

Het ontwerp van rampenplan wordt opgemaakt overeenkomstig artikel 12 van het bovenvermelde besluit en overeenkomstig bijlage V bij dit besluit.

3. Gebruiker

De aanvrager wijst de benaderde persoon (personen) aan die de gebruikersfunctie bedoeld in artikel 13 van het bovenvermelde besluit zal (zullen) uitoefenen.

4. Verantwoordelijke voor de bioveiligheid

De aanvrager wijst de benaderde persoon aan die de functie van bioveiligheidsverantwoordelijke zal uitoefenen binnen de inrichting die betrokken is bij het ingeperkte gebruik van GGO's of pathogene organismen. De aanvraag gaat vergezeld van alle stukken en gegevens waaruit blijkt dat de benaderde persoon de vereiste opleiding en kwalificatie heeft om de opdrachten, bedoeld in artikel 14, van het bovenvermelde besluit te vervullen.

5. Informatie over de comités of subcomités voor bioveiligheid.

De samenstelling en de opdrachten van het comité voor bioveiligheid worden bepaald in de artikelen 15 en 16 van het bovenvermelde besluit.

6. Een omschrijving van de doelstelling van het ingeperkte gebruik, met inbegrip van de verwachte resultaten en het type werk dat wordt ondernomen.

7. De gegevens betreffende de GGO's of pathogene organismen die het voorwerp uitmaken van een ingeperkt gebruik;

- identiteit en kenmerken van het (de) gebruikte recipiënte, donor en/of ouder organisme(n) en, in voorkomend geval, het (de) gebruikte gastheer-vectorsystem(en);
- de bron(nen) en de beoogde functie(s) van het genetisch materiaal dat bij de manipulatie(s) wordt gebruikt;
- de identiteit en kenmerken van het (de) GGO('s) of de pathogene organismen;
- de aan te wenden kweekvolumes. Voor het gebruik in de risicoklasse 2 is de vermelding van de approximatieve kweekvolumes voldoende.

8. Een omschrijving van de inperkingsmaatregelen en van de andere beschermingsmaatregelen die genomen moeten worden, met inbegrip van de informatie over het afvalbeheer, namelijk de geproduceerde afval, alsook de behandeling, de vorm en de eindbestemming van de afval.

II. Bijkomende gegevens over het gebruik van de risicoklassen 3 en 4 :

1. een omschrijving van de delen van de installatie;

2. gegevens betreffende de ongevalpreventie en de rampenplannen, in voorkomend geval :

- de specifieke risico's die eigen zijn aan de installatiesite;
- de getroffen preventieve maatregelen, zoals de veiligheidsuitrusting, de alarmsystemen en de inperkingsmethoden;
- de procedures en de plannen om de permanente efficiëntie van de inperkingsmaatregelen na te gaan;
- een omschrijving van de aan de werknemers verstrekte informatie."

Art. 4. Bij hetzelfde besluit wordt een bijlage IXbis gevoegd, luidende als volgt :

"BIJLAGE IXbis — Gegevens over de GGO's

1. de naam van de verantwoordelijke voor de bioveiligheid;

2° informatie over de opleiding en de kwalificatie van de verantwoordelijke voor de bioveiligheid;

3° informatie over de comités of subcomités voor bioveiligheid;

4° een omschrijving van het type werk dat wordt ondernomen;

5° een samenvatting van de risicobeoordeling bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de sectorale voorwaarden inzake het ingeperkte gebruik van genetisch gemodificeerde of pathogene organismen. Het advies van de technische deskundige over de risicobeoordeling en, in voorkomend geval, over de inperkingsmaatregelen en andere beschermingsmaatregelen die genomen moeten worden, wordt bij de verklaring gevoegd;

6° informatie over het afvalbeheer."

Art. 5. Dit besluit is niet van toepassing op de vergunningsaanvragen of op de verklaringen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend en die, vóór deze zelfde datum, volledig en ontvankelijk werden verklaard.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juni 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN